

# Comprendre la crise capitaliste pour la combattre

La presse est versatile. Après avoir cru à la reprise pendant quelques semaines, multipliant les coups de projecteurs sur les « bonnes » nouvelles, elle repart, en ce début du mois de mai – une conséquence des grandes manifestations du 1<sup>er</sup> Mai montrant une combativité sauvegardée des salariés ? – vers les « mauvaises » nouvelles. Une manière de contourner les causes de la crise et d'éviter les questions qui fâchent.

**L**a profondeur de la crise est en train de faire l'unanimité des grands instituts de prévision. C'est la même vision qui domine au FMI avec un « scénario noir », comme le titre *Les Echos* du 23 avril 2009, et à l'OFCE (Observatoire français des conjonctures économiques) tout autant, qui avait pourtant mis du temps pour prendre en compte la profondeur de la crise.

## Une crise mondiale.

Les pays comme les personnes les plus pauvres en sont les premières victimes. Au niveau mondial, la pauvreté qui avait régressé depuis 1997 – année de forte augmentation due à la crise de la dette des pays d'Asie du Sud-Est – repart à la hausse. La Banque Mondiale prévoit que 55 à 90 millions de personnes tomberont dans l'extrême pauvreté, s'ajoutant à celles déjà existantes, qu'elle estime à environ 400 millions. Cette institution fait la différence, selon ses critères, entre la pauvreté (vivre avec moins de deux dollars par jour) et l'extrême pauvreté (vivre avec moins de un dollar par jour). Cette mesure, dite « absolue », permet d'évaluer la progression de la pauvreté mais cache un autre phénomène : la montée des inégalités. Ce système des inégalités est lié à la politique fiscale consistant à favoriser les riches – comme le bouclier fiscal auquel notre Président de la République tient tant, contesté même à droite par Juppé récemment, un grand moment de rigolade – tandis que, partout, les dépenses publiques sont orientées à la baisse pour faire respecter le dogme du libéralisme : l'équilibre des finances publiques.

Désormais, plus d'un milliard de per-

sonnes souffrent de la disette ou de la famine, un nombre en augmentation constante. C'est le résultat de la baisse de la croissance mondiale – et le FMI pronostique à juste raison que cette baisse se poursuivra –, de la hausse du chômage – un indicateur de la profondeur de la crise – et d'une baisse des transferts d'argent de la part des émigrés, le tout accompagné de prix alimentaires élevés à l'intérieur de chacun des pays. Car si les cours mondiaux de l'alimentation sont en baisse, les prix intérieurs, particulièrement dans les pays d'Afrique, augmentent fortement, de 29 % au Mali à 81 % au Sénégal en passant par 60 % au Burkina Faso ou 50 % au Niger<sup>(1)</sup>.



Tous ces pays demandent de l'aide. En premier lieu au FMI, dépassé par la débâcle généralisée. Entre l'Islande et les pays dits du Tiers-monde, sans parler de ceux d'Europe de l'Est, les sommes dégagées ne seront pas suffisantes. Le G20 réuni le 2 avril a pris des mesures de soutien chiffrées à 50 milliards de dollars, une misère comparée aux sommes qui seront mises dans le sauvetage du système financier de chacune des nations. Au lieu de ces « aides », il

serait préférable de s'orienter vers une politique privilégiant les cultures vivrières pour assurer le développement. Les pays développés, la France en particulier, pourraient commencer par annuler la dette, surtout publique pour les pays d'Afrique, au lieu de la privatiser. Le vote de la loi de finance a inclu la décision de confier à des sociétés privées la gestion de la dette. Autrement dit de l'externaliser. La logique de la privatisation gagne toutes les sphères...

## Des plans qui ne résolvent rien

Il faut en déduire que la crise sera longue, profonde et qu'aucun pays ne pourra y échapper. Aucun gouvernement n'a pris réellement sa dimension. Les effets de manche n'y changeront rien. Ce n'est pas en répétant que c'est la crise la plus profonde depuis un siècle (cf. Nicolas Sarkozy) que les solutions viendront automatiquement. Même si cette crise est similaire à celle de 1929. Elle durera et métamorphosera l'ensemble du mode de production capitaliste. Le paysage économique, social, financier, politique ne sera plus le même. Le coup d'accélérateur sera brutal.

Une crise systémique qui met en cause les modalités mêmes du capitalisme, à commencer par la nécessité de la valorisation du capital. Pour parler autrement, cette crise est une crise de suraccumulation, de baisse de la profitabilité, du taux de profit<sup>(2)</sup>. Cette baisse révèle toutes les contradictions de l'accumulation du capital, de la forme de la création de richesses.

Les plans mis en œuvre par tous les États ne sont rien de plus que des plans d'aide aux patrons, aux banquiers, aux assureurs. Cette politique qu'Obama continue de suivre est dénoncée par Paul Krugman, nouveau Prix Nobel d'économie<sup>(3)</sup>. La presse française, au lieu de prendre en compte ses analyses, se gausse d'un homme qui a soutenu la campagne du nouveau président des États-Unis et qui, maintenant, le critique. Elle devrait se pencher sur ses arguments qui pourraient lui permettre de mettre en cause le plan français. Krugman, à juste raison, prétend qu'il est idiot d'aider les banquiers et les assu-



PHOTOS: M. MIGNÉAU

reurs. L'exemple de AIG vient le confirmer. Un tonneau des Danaïdes. De l'argent perdu. Et pour rien. Cette aide n'évitera pas la faillite. Elle aura lieu lorsque le gouvernement refusera de verser une goutte d'eau supplémentaire... C'est le même scénario pour les banques et les assurances en France, en Allemagne et au Japon. La faillite de ces entreprises est devant nous et non pas derrière. Aucune mesure n'a été prise contre la crise.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement allemand a annoncé une « récession historique de 6 % » comme le titre *Le Monde* daté du 30 avril<sup>(4)</sup> tandis que « *L'économie américaine descend une nouvelle marche* » (*Le Monde* du 2 mai), chute de 6,1 % du PIB au premier trimestre avec un recul de l'investissement de près de 38 %... Sans parler de la France, où tout va bien, par définition. Même la grippe porcine, puis mexicaine, puis A est sous contrôle, forcément sous contrôle...

### Un plan de lutte contre le chômage des jeunes ?

Partout les inégalités progressent. Il serait temps de comprendre la nécessité de cette lutte revenue à l'ordre du jour pour déterminer un début de sortie. En lieu et place, le Président de la République française, nouveau Boulanger – plus que Bonaparte, cette référence s'impose – s'arc-boute sur sa politique de petit père des riches. Pourtant, Pierre Cahuc et André Zylberberg, dans *Les réformes ratées du Pt Sarkozy*, dressent un bilan en forme de réquisitoire dès le premier mot : « raté ». Les deux auteurs considèrent le mot de réforme comme volonté de transformation. Or, ce n'est pas le cas. La stratégie politique se résumait dans la volonté de déstructurer les solidarités collectives pour construire une société reposant sur l'individualisme – le chacun pour soi (et un Dieu pour soi aussi) – et sur la concurrence de tous contre tous. Que le



résultat soit de conforter les inégalités n'est pas surprenant.

Le dernier plan en date du Président se veut lutter contre le chômage des jeunes. Le chômage est un indicateur et une conséquence de la crise, de sa profondeur. Si le chômage des jeunes est révélateur, c'est dans la mesure où ces premiers entrants sur le marché du travail font les frais de la nouvelle orientation politique qui se met en place<sup>(5)</sup>. Ainsi, sous prétexte d'urgence – il est vrai que le chômage des jeunes devrait prendre l'ascenseur, plus de 600 000 prévus à la fin de cette année – Sarkozy a annoncé des aides financières aux entreprises pour qu'elles embauchent des moins de 26 ans (définition légale de la jeunesse) grâce à des contrats aidés, et pour développer les contrats en alternance toujours par le biais des incitations financières. Ce sont plus des plans d'aide aux entreprises qu'un moyen de lutter contre le chômage. Les patrons bénéficieront d'un effet d'aubaine leur permettant, véritable résultat de cette manœuvre, de baisser les charges sociales, le salaire redistribué, provoquant du même coup un déficit plus important de la sécurité sociale pour vendre l'accélération des « déformes », à l'hôpital et à l'école en particulier.

### Quelles solutions ? Actualité de l'anticapitalisme.

Tout le monde sait<sup>(6)</sup> qu'il faudrait créer des emplois dans les services publics, pour les défendre et les développer. Des services publics qui permettraient de changer de

logique. De ne plus raisonner en terme de valorisation d'un capital – la crise en montre toute la faillite – mais en termes de socialisation, de droits collectifs, de solidarités collectives. Paradoxalement, la crise met à l'ordre du jour des solutions sortant de la logique de ce système économique. Sinon, nous allons tout droit dans le mur de la dépression. Et cette logique devrait se mettre en place à l'échelle de l'Union Européenne pour lui permettre de vivre et d'exister. On est loin de prendre ce chemin, celui de la démocratie, d'un modèle social et de l'altermondialisme... ?

NICOLAS BENIES

1) Chiffres publiés par le *Financial Times*, traduit dans *Courrier International* du 16 avril 2009. Voir la réédition de *La faim pourquoi ? Un défi toujours d'actualité* de François de Ravignan qui propose une « agroécologie », pour lancer un débat nécessaire.

2) Voir *Le petit manuel de la crise financière et des autres*, Nicolas Bénéès, Syllepse, 2009 et *La grande crise du 21<sup>e</sup> siècle. Une analyse marxiste* d'Isaac Joshua, La Découverte, 2009.

3) En fait ce Nobel n'existe pas.

4) Et *Le Monde* du 2 mai d'en rajouter :

« Les conséquences sociales de la crise inquiètent les Allemands », *Der Spiegel* faisant peur en brandissant la crise de 1929 et ses conséquences catastrophiques pour éviter de mettre en cause le système lui-même.

5) Voir *L'insertion socioprofessionnelle des jeunes, une urgence ?* de Roland Smolar (L'Harmattan, 2008) où il passe en revue toutes les politiques d'insertion mises en place par les gouvernements successifs depuis les TUC et montre que les jeunes expérimentent les nouveaux parcours d'emploi qui s'imposent ensuite à l'ensemble des salariés. Et conclut que des mesures « ciblées » sont une erreur de perspective ou un moyen hypocrite de faire passer une politique remettant en cause les droits acquis des salariés.

6) Voir le dossier d'*Alternatives Economiques* de mai 2009 sur « Chômage. Les jeunes en péril ».